



STOP AUX ATTAQUES CONTRE LES RETRAITÉ·ES

CERTIFICATS DE VIE, DE RE-MARIAGE, DE RE-CALCULS AGIRC-ARRCO,
ÇA SUFFIT !

Ce qui se passe aujourd'hui avec les retraites complémentaires AGIRC-ARRCO est inacceptable.

Derrière des procédures présentées comme « techniques », c'est en réalité une remise en cause brutale des droits des retraité·es qui est à l'œuvre.

Certificats de vie, certificats de remariage : trop, c'est trop !

Des milliers de retraité·es reçoivent des demandes répétées, incompréhensibles, souvent dans l'urgence. A la clé ? Suspensions de pensions sans préavis, sans appel, plongeant des camarades dans des situations financières et humaines dramatiques (difficultés à payer les charges fixes tels que loyer, chauffage et assurances, renoncement à des soins, privations alimentaires).

Une logique de suspicion insupportable.

Les retraité·es ne sont pas des fraudeurs !

Après une vie de travail, ils méritent le respect, pas le contrôle permanent.

Une prescription de 5 ans représente 70 millions d'euros pour les ayants droits, les retraité·es et de leurs conjoint·es.

RECALCULS AGIRC-ARRCO

Opacité, erreurs, pertes de droits. Nous dénonçons des recalculs incompréhensibles, des baisses de pensions injustifiées, des demandes de remboursement d'indus souvent contestables.

Pour la seule Alliance-Pro, c'est plus de 35 000 dossiers pour un montant de 215 millions d'euros.

NOUS REFUSONS TOUTES LES PRESCRIPTIONS !

Il est hors de question que les institutions se retranchent derrière des délais administratifs pour :

- refuser de corriger leurs erreurs Échapper au remboursement de sommes dues ;
- effacer des droits acquis par des années de cotisations.

NOS EXIGENCES

Arrêt immédiat des suspensions de pensions sans échanges humains préalables

Fin des contrôles abusifs et simplification des certificats de vie et de situation :

- transparence totale sur tous les recalculs AGIRC-ARRCO ;
- correction intégrale de toutes les erreurs, avec rappels complets des sommes dues ;
- chaque euro dû doit être payé, sans limite de temps, dès lors qu'une erreur est constatée ;
- maintien et renforcement d'un accueil, humain, physique et accessible partout ;
- zéro application de prescription contre les retraité·es.

La retraite est un droit, pas une variable d'ajustement, pas un terrain d'économies.

NOUS APPELONS À LA MOBILISATION

Des retraité·es à ne rien lâcher et à contester toute décision injuste

Des syndicats à organiser la riposte et à faire remonter tous les dossiers

A interpeler massivement les directions de l'AGIRC-ARRCO et les pouvoirs publics

A construire un rapport de force pour défendre nos droits.

Après une vie de travail, nous n'accepterons ni le mépris, ni l'arbitraire, ni le vol de nos droits.

NOUS NE LAISSERONS RIEN PASSER !